

Communauté
de Communes



Territoire de
Beaurepaire

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Compte rendu

LUNDI 26 OCTOBRE 2015 À **19H30**
Salle polyvalente (route du Stade)
Monsteroux Milieu

ORDRE DU JOUR

I- SERVICES PUBLICS.....	3
1. Maison de santé pluri professionnelle de Beaupaire : validation de l'APS – dépôt du PC et plan de financement.....	4
II- FINANCES.....	5
2. Admission en état de non-valeur	5
III- ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES	5
3. Participation aire de co-voiturage	5
4. SPL Isère aménagement – rapport d'activités	6
5. Protocole d'accord sur la répartition et le pilotage de l'offre de foncier économique disponible.....	7
IV- ENVIRONNEMENT.....	8
6. Sictom – rapport annuel d'activités 2014	8
7. Sictom – restitution de l'audit	8
V- VOIRIE	8
8. Programme d'investissement voirie 2015 – avenant n°1	8
VI- PETITE ENFANCE – ENFANCE - JEUNESSE.....	9
9. Convention jeunesse avec Bière Est et Bièvre Isère	9
VII- ADMINISTRATION GÉNÉRALE	10
10. Suppressions de postes - adjoint administratif.....	10
11. Suppressions de postes – agent spécialisé des écoles maternelles.....	10
12. Modification de la composition des commissions	11
13. Za des Blâches - sollicitation financière dans le cadre du CDDRA.....	16
VIII- INFORMATION SUR LES DÉCISIONS PRISES PAR LE PRÉSIDENT DANS LE CADRE DES DÉLÉGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE	17
IX- QUESTIONS DIVERSES	18

CONSEIL COMMUNAUTAIRE – LUNDI 12 OCTOBRE 2015

DÉLÉGUÉS TITULAIRES	COMMUNE	Présent	Absent/ Excusé	SUPPLÉANT	Présent
M. Christian NUCCI	BEAUREPAIRE				
M. Philippe MIGNOT					
M. Jean-Claude LEBEAU					
Mme Colette BENISTANT					
Mme Monique GUILLAUD-LAUZANNE					
M. Yannick PAQUE					
M. Alain BERHAULT					
Mme Béatrice MOULIN MARTIN					
M. Jean Claude SCHMIT					
Mme Annie MONNERY					
Mme Stéphanie BOISAUBERT	BELLEGARDE POUSSIEU				
M. Gilbert PERROT					
Mme Elisabeth TYRODE	CHALON			Agnès VERCOUSTRE	
M. Jacques GARNIER	COUR ET BUIS				
M. Philippe ORSINGHER					
M. Patrick DURAND	JARCIEU				
Mme Nadège CHANAUX					
M. Christian FANJAT	MOISSIEU SUR DOLON				
Gilbert MANIN					
M. Jean-Paul MONTAGNIER	MONSTEROUX-MILIEU				
M. Denis MERLIN					
M. Stéphane CARRAS	MONTSEVEROUX				
M. Etienne MAUGICE					
Mme Claude NICAISE	PACT				
M. Bernard OGIER					
M. Jean-Luc DURIEUX	PISIEU			Murielle GRIFFET	
Mme Mireille BOUVIER	POMMIER DE BPE				
Bernard COUDERT					
Mme Angéline APPRIEUX	PRIMARETTE				
M. Jean Louis DELAY					
Mme Sylvie DEZARNAUD	REVEL TOURDAN				
M. Lionel POIPY					
M. Gérard BECT	ST BARTHÉLEMY				
Mr Bruno DANNONAY					
M. Axel MONTEYREMAR	ST JULIEN DE L'HERMS			Gille SIVIGNON	

Mr Jean Paul MONTAGNIER, Maire, accueille les membres du Conseil et laisse la parole au Président, lequel présente Mr QUEMIN architecte, maître d'œuvre du projet de maison de santé pluri professionnel ainsi que Mr BAVUZ, représentant des médecins du projet.

La présentation de l'APS effectué, le Président réaffirme que le projet tel qu'il vient d'être présenté ne fasse l'objet d'aucune augmentation de surface supplémentaire, ni de modification en termes d'estimation financière.

Après avoir remercié l'intervention de Mr QUEMIN et Mr BAVUZ, le Président accueille Mr MANIN, nouvel élu à la commune de Moissieu sur Dolon, puis donne lecture du compte-rendu de la séance du 28 septembre 2015.

Ce dernier ne faisant l'objet d'aucune remarque, le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

La séance peut débuter.

I- SERVICES PUBLICS

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

1. Maison de santé pluri professionnelle de Beaurepaire : validation de l'APS – dépôt du PC et plan de financement

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,
 Vu la délibération du 21 janvier 2013 relative à l'acquisition, dans le cadre de l'amélioration des services publics d'intérêt communautaire, de la compétence pour construire des équipements relatifs à la maison de santé pluridisciplinaire,
 Vu la délibération du 26 janvier 2015 relative à l'approbation du programme technique détaillée,
 Vu la délibération du 20 juillet 2015 relative au choix du lauréat du concours de maîtrise d'œuvre,

Vu l'Intervention du maître d'œuvre Bruno QUEMIN Architecte pour présenter les plans en séance

Considérant le projet d'avant-projet sommaire rédigé par le maître d'œuvre Bruno QUEMIN,
 Considérant que dans le cadre de l'extension de la caserne, la Communauté de Communes doit déposer le permis de construire afin de pouvoir procéder au lancement des travaux.
 Considérant le projet de permis de construire rédigé par le maître d'œuvre Quemine.

Le détail du coût de l'opération « Maison de santé pluri professionnelle » et le plan de financement sont les suivants :

Enveloppe financière prévisionnelle		
Surface	1 542 m ²	
Coût travaux	Construction neuve	1 984 449 € HT
Aménagements extérieurs		324 000 € HT
Frais annexes et ingénierie		458 081 € HT
	Maîtrise d'œuvre	277 014 € HT
	OPC	30 000 € HT
	Contrôleur	10 000 € HT
	SPS	10 000 € HT
	Frais divers	10 000 € HT
	Concours	34 500 € HT
	Provision pour aléas	42 898 € HT
	Dommage ouvrage	46 169 € HT
Sous total travaux		2 769 029 € HT
Révision de prix		66 667 € HT
Acquisitions foncières		10 000 € HT
Viabilisation		12 500 € HT
Taxe d'aménagement		10 000 € HT
Coût global		2 868 196 € HT

Plan de financement prévisionnel	
DETR	300 000 €
Région	100 000 €
Département	600 000 €
FNADT	100 000 €
Totales aides	1 100 000 €
A la charge de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire	1 768 196 €

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Valider l'avant-projet sommaire tel que présenté portant le coût estimatif de l'opération à 2 868 196 € HT,

Valider le plan de financement tel que proposé,

Autoriser le Président à solliciter les subventions correspondantes,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Autoriser le Président à signer la demande de permis de construire, portant sur une surface totale du bâtiment 1 542 m²

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITÉ

II- FINANCES

RAPPORTEUR : Philippe MIGNOT

2. Admission en état de non-valeur

Il apparaît dans les exercices 2103 et 2014 que 18 pièces relatives au budget général n'ont pas été réglées.

Le total d'admission en non-valeur s'élève à 18 833,31 € dont :

- 7 factures de 2013 d'un montant de 9 407,74 €

- 11 factures de 2014 d'un montant de 9 425,57 €

Il est donc nécessaire pour la Trésorerie de passer ce montant en état de non-valeur, les démarches entreprises pour le paiement des créances étant restées infructueuses pour cause de montants inférieurs au seuil de poursuites ou liquidation judiciaire.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Décider de mandater en état de non-valeur les impayés de 2013 et 2014 pour un montant de 18 833,31€,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITÉ

III- ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

RAPPORTEUR : Gérard BECT

3. Participation aire de co-voiturage

Les autoroutes du Sud de la France, les départements de l'Isère, Drôme et Ardèche ainsi que les 5 EPCI de l'entente TRIDAN dont fait partie la CCB, sont sollicités dans le cadre d'un partenariat pour la création d'un parking de covoiturage à l'interface avec l'autoroute A7 au droit de l'échangeur de Chanas.

Il est proposé de signer une convention afin de fixer les modalités de la répartition de prise en charge de l'opération par chacune des parties et des modalités de fonctionnement du parking et de sa desserte.

CCTB / Conseil communautaire/ Lundi 26 octobre 2015/Procès verbal

Pour information complémentaire, les ouvrages seraient réalisés par ASF sur des parcelles intégrées au Domaine public autoroutier concédé et dans l'assiette de la concession autoroutière accordée par l'Etat à ASF.

Le parking prévoit 114 places maximum de stationnement destinées à recevoir des véhicules légers pour de courtes durées, il y a aurait également un arrêt minute pour les véhicules légers ainsi qu'un arrêt minute pour bus y compris l'abri d'attente de type abribus.

Estimation du coût de l'opération : 847 100 € HT.

Proposition de financement suivant :

ASF	640 100 € HT	
Département Isère	92 000 € HT	
Département Drôme	34 500 € HT	
Département Ardèche	34 500 € HT	
Pays Roussillonnais	11 500 € HT + 11 846 € HT	34 500 € HT
Annonay Agglomération	7 585 € HT	
CCTB	4 450 € HT	
Vivarhône	2 706 € HT	
Porte Drôme Ardèche	7 913 €	

L'assemblée délibérante est invité à délibérer afin de :

Valider le principe de création d'un parking de covoiturage à l'interface avec l'autoroute A7 au droit de l'échangeur de Chanas,

Approuver la convention de partenariat afférente à ce dossier fixant les modalités de répartition de prise en charge de l'opération par chacune des parties et des modalités de fonctionnement du parking et de sa desserte,

Valider la proposition de financement susvisé dont 4 450 € HT à la charge de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITÉ

4. SPL Isère aménagement – rapport d'activités

En vertu de l'article L 1524-5 du Code général des collectivités territoriales » les organes délibérants des collectivités locales doivent se prononcer une fois par an sur le rapport qui leur est soumis par leur représentant au Conseil d'administration ».

En tant qu'actionnaire de la SPL Isère aménagement, suite à une délibération du 27 avril 2011, la Communauté de Communes doit prendre connaissance du rapport d'activité et des comptes pour l'exercice 2011 du Conseil d'administration de la SPL Isère aménagement.

Vu l'article L 1524-5 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération en date du 27 avril 2011 relative à l'adhésion de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire à la SPL Isère aménagement,

En tant qu'actionnaire d'Isère Aménagement, il convient que l'assemblée délibérante prenne connaissance du rapport d'activité et des comptes pour l'exercice 2014 du Conseil d'administration de la SPL qui ont été adoptés par l'Assemblée générale en date du 18 mars 2015.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Prendre acte du rapport d'activité et des comptes pour l'exercice 2014 de la SPL Isère aménagement,
Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,
Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITÉ

5. Protocole d'accord sur la répartition et le pilotage de l'offre de foncier économique disponible

Par délibération du 27 avril 2015 la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire a validé le protocole d'accord de répartition des surfaces économiques.

Rappel : L'un des objectifs du SCOT est la modération de la consommation d'espace afin de préserver les espaces agricoles et naturels. L'encadrement du dimensionnement de l'offre foncière économique dans les documents d'urbanisme locaux est l'un des leviers utilisés par le SCOT.

C'est pourquoi une enveloppe maximale de foncier économique disponible a été définie pour chaque secteur du SCOT. L'enveloppe pour Bièvre Valloire a ainsi été fixée à 110 ha (sur 690 ha au total pour l'ensemble de la région grenobloise).

Afin de traduire la répartition de cette enveloppe dans les documents d'urbanisme locaux, le SCOT précise qu'il « appartient à chaque secteur d'effectuer une répartition par commune de l'offre maximale d'espaces économiques définie par secteur ».

En l'absence de répartition à l'échelle du secteur, une règle de répartition communale est appliquée.

En décembre 2013 le syndicat mixte et les intercommunalités ont entériné un protocole d'accord sur la base des 110 ha de foncier économique disponible, les espaces situés en ZAC ayant été retirés.

En octobre 2014, l'EP SCOT a délibéré sur 160 ha environ afin de faciliter un accord de secteur et prendre en compte l'existence d'espaces économiques déjà engagés en procédures ZAC

Les intercommunalités du Pays de Bièvre Valloire avec l'aide de l'AURG, ont réactualisé l'inventaire du foncier économique au cours du 1^{er} semestre 2015. Ce travail a permis de qualifier le foncier économique réellement disponible, et de projeter le déclassement en espaces agricoles ou naturels de 118 ha.

L'enveloppe pour le secteur de 174 ha se répartit ainsi :

- Territoire de Beaurepaire : 36 ha
- Bièvre Est : 37 ha
- Bièvre Isère : 101 ha

Cette répartition a été validée par le Bureau du Syndicat mixte puis par le comité syndical du 24 septembre 2015.

Pour officialiser cette décision et définir la répartition par commune de l'enveloppe attribuée à chaque intercommunalité, il est nécessaire que l'intercommunalité délibère sur un protocole d'accord 2.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver la nouvelle enveloppe de foncier économique disponible,

Approuver la répartition proposée ci-dessus,

Approuver les dispositions du protocole d'accord n°2 tel qu'annexé,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITÉ

IV- ENVIRONNEMENT

RAPPORTEUR : Claude NICAISE

6. Sictom – rapport annuel d’activités 2014

Conformément à ses obligations, le SICTOM adresse à la Communauté de Communes son rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d’élimination des déchets ménagers pour l’année 2014. *Ce rapport est disponible dans chaque commune pour information et mise à disposition du public et est consultable sur le site « élu ».*

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Prend connaissance du rapport annuel du SICTOM sur le prix et la qualité du service public d’élimination des déchets pour l’année 2014 et

DÉCISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITÉ

7. Sictom – restitution de l’audit

Présentation du rapport de l’audit financier, stratégique et technique du Sictom de la Bièvre effectué par le bureau d’étude EY.

INFORMATION

V- VOIRIE

RAPPORTEUR : Christian FANJAT

8. Programme d’investissement voirie 2015 – avenant n°1

Rappel : par délibération du 27 avril 2015, le conseil communautaire a validé le principe de convention sous mandat avec les communes de Pisieu et Pommier de Beaurepaire dans le cadre du programme de voirie 2015,

Cette convention d’opération sous mandat permet à la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire de réaliser des travaux pour le compte des communes qui remboursent ensuite leur part communale. Elle permet de définir les modalités de remboursement.

Une consultation a été lancée pour l’aménagement des voiries d’intérêt communautaire dans le cadre du programme d’investissement 2015 et sur les communes de Moissieu sur Dolon, Pisieu et Pommier de Beaurepaire.

Par délibération du 26 mai 2015, le Conseil communautaire a validé le choix de l’entreprise :

Eiffage associé à Marchand pour un montant de 166 080,90 € HT

Des travaux supplémentaires ont été sollicités dans le cadre du programme d’investissement à savoir notamment :

- Commune de Moissieu : traversée d'eaux cassée répertoriée en cours de chantier : + 2 747,00 € HT
- Commune de Pisieu : demande d'aménagement de sécurité supplémentaire de la part de la commune : + 23 738,25 € HT

Au regard de ces nouvelles données il est proposé l'avenant n°1 suivant au marché :

Avenant n°1	Entreprise adjudicataire	Montant marché initial HT	Montant HT Avenant
Commune de Moissieu	Eiffage – Marchand	33 225,00 €	2 747,00 € - 350,00 € = 2 397,00 € HT
Commune de Pisieu		120 767,90 €	23 738,25 € - 1 400,00 € = 22 338,25 € HT
Commune de Pommier de Beaurepaire		12 088,00 €	-
TOTAL HT		166 080,90 €	24 735,25 €
TVA 20%		33 216,18 €	4 950,05 €
TOTAL TTC		199 297,08 €	29 682,30 €
Montant marché avec avenant		190 816,15 € HT Soit 228 979,38 € TTC	

Il est proposé de valider l'avenant susvisé correspondant à 14,89% du montant du marché initial et de modifier les annexes à la convention sous mandat avec la commune de Pisieu, une nouvelle répartition de prise en charge tenant compte de cet avenant.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver l'avenant n°1 au marché de programme d'investissement voirie 2015 tel que décrit ci-dessus,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITÉ

VI- PETITE ENFANCE — ENFANCE - JEUNESSE

RAPPORTEUR : Angéline APPRIEUX

9. Convention jeunesse avec Bière Est et Bièvre Isère

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire participe au développement de l'offre d'encadrant diplômés en BAFA/BAFD via un appui financier des stages.

Compte-tenu des besoins en animateurs formés au BAFA, la Communauté de Communes, en partenariat avec la Communauté de Communes de Bièvre Est et la Communauté de Communes Bièvre Isère, souhaite organiser deux stages BAFA sur l'année 2015-2016 :

- un stage de formation générale
- un stage d'approfondissement proposant la thématique « savoir animer un grand jeu et des jeux d'extérieurs et animer les enfants de 3-5 ans »

Chaque année, une des collectivités, à tour de rôle, porte le marché public. La collectivité porteuse du marché, est référente pour lancement de l'appel d'offres afin de sélectionner le prestataire extérieur et restera l'interlocutrice auprès du prestataire retenu.

Pour l'année 2015-2016, c'est la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire qui porte le projet.

Il est donc demandé de bien vouloir approuver ce partenariat et la participation financière de la Communauté de Communes à hauteur du nombre de jeunes issus du territoire et participant à ces stages.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver le partenariat à intervenir dans le cadre de l'organisation de formations BAFA 2016,

Approuver le projet de convention ci-annexé à venir définissant les modalités du partenariat mis en place,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITÉ

VII- ADMINISTRATION GÉNÉRALE

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

10. Suppressions de postes - adjoint administratif

Il est rappelé qu'en application de l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

- les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organisme délibérant de la collectivité
- le comité technique paritaire doit être consulté notamment sur la suppression d'un poste en application de l'article 97 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Par délibération du 1^{er} juin 2008, le Conseil communautaire avait validé la création d'un poste d'adjoint administratif 2^{ème} classe à raison de 15h par semaine (poste situé aux services administratifs de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire – Ancien poste de Magali SAMPER / Nelly BAUDET).

Pour faire suite à la décision de réduire les dépenses de fonctionnement de la collectivité, il est proposé de supprimer le poste d'adjoint administratif 2^{ème} classe, suppression qui a été soumise à avis du CTP.

DÉCISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITÉ

11. Suppressions de postes – agent spécialisé des écoles maternelles

Il est rappelé qu'en application de l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

- les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organisme délibérant de la collectivité
- le comité technique paritaire doit être consulté notamment sur la suppression d'un poste en application de l'article 97 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Par délibération du 18 juin 1984, le comité syndical (SIVOM) a délibéré afin de créer un poste d'agent spécialisé des écoles maternelles,

L'agent en place à l'école de Primarette étant partie à la retraite, la commune de Primarette reprend désormais directement la gestion du recrutement.

Il est donc proposé de supprimer le poste d'ATSEM principal 1^{ère} classe à raison de 27 heures par semaine, suppression qui a été soumise à avis du CTP.

DÉCISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITÉ

12. Modification de la composition des commissions

Suite à des modifications de représentants dans la commune de Bellegarde Poussieu mais également suite à la modification du conseil municipal de Moissieu sur Dolon, il est nécessaire de procéder à la modification des commissions de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire concernées.

Commission finances

Communes	Délégués	Suppléant
BEAUREPAIRE	Alain BERHAULT	
	Georges RAMON	
	Jérémie VIAL	
	Jean-Claude SCHMIT	
BELLEGARDE-POUSSIEU	Gilbert PERROT	Christelle GRANGEOT
CHALON	Elisabeth TYRODE	
COUR ET BUIS	Philippe ORSINGHER	Muriel RENARD
JARCIEU	Stéphane GIRAUD	
MOISSIEU sur DOLON	Gilbert MANIN	
MONSTEROUX-MILIEU	Jean Paul MONTAGNIER	MERLIN Denis
MONTSEVEROUX	Gaetan BROUARD	Etienne MAUGICE
PACT	Bernard OGIER	
PISIEU	Murielle GRIFFET	Thierry RUSSIER
POMMIER de BEAUREPAIRE	Stephen ROBIN	Raphaël GABILLON
PRIMARETTE	Marcel GAS	
REVEL-TOURDAN	Maryse BOUVERET	Lionel POIPY
St BARTHELEMY	Bernard GUILLOT	
St JULIEN de L'HERMS	Axel MONTEYREMAR	Jean Claude GOMIERO

D

Commission Habitat – logements

Communes	Délégués	Suppléant
BEAUREPAIRE	Monique GUILLAUD-LAUZANNE	
	Jean-François BORDET	
	Denise BADOL	

	Eric LE PAGE	
BELLEGARDE-POUSSIEU	Philippe BONNETAIN Gilbert PERROT (CLH)	Jérôme DESORMAIS André RACAMIER (CLH)
CHALON		
COUR ET BUIS	Nathalie FERNANDEZ	Jacques ROUSSEAU
JARCIEU	Jacqueline HUGONNARD	Franck DAVION
MOISSIEU sur DOLON	PRAT Louise	Gilbert MANIN
MONSTEROUX-MILIEU	Jean paul MONTAGNIER	MANCIOPPI A.M
MONTSEVEROUX	Agnès BISSARDON	Annie SECCO
PACT	Anne-Marie ESPEZEL	Mireille BERTINO
PISIEU	Murielle GRIFFET	Thierry RUSSIER
POMMIER de BEAUREPAIRE	Mireille BOUVIER	Lilian GALAMAND
PRIMARETTE	Adèle CARRION	Angéline APPRIEUX
REVEL-TOURDAN	Marie-Claude PINGET	Corine LAMBERT
St BARTHELEMY	Brigitte GUEDENET	Marie-Andrée METAY
St JULIEN de L'HERMS	Gilles SIVIGNON	Gaëlle MASSAT

Commission Développement économique

Communes	Délégués	Suppléant
BEAUREPAIRE	Yannick PAQUE	
	Colette BENISTANT	
	Laurent BROSELIN	
	Pascale BRAMI	
BELLEGARDE-POUSSIEU	Claude BOISAUBERT	Philippe BONNETAIN
CHALON	Elisabeth TYRODE	
COUR ET BUIS	Axel PARTENSKY	Paul MERCIER
JARCIEU	Bernard GAUDIN	Michel DEGAUD
MOISSIEU sur DOLON	David TIBBLE	Anicet SEVE
MONSTEROUX-MILIEU	SCHIFF Pierre	MERLIN Denis
MONTSEVEROUX	Gaëtan BROUARD	Bernard GLABACH
PACT	Thierry PERONO	Michel BRUN
PISIEU	Cédric DEJOINT	Murielle GRIFFET
POMMIER de BEAUREPAIRE	Claude FAIVRE	Gérard CARAZ
PRIMARETTE	Serge MERCIER	Adèle CARRION
REVEL-TOURDAN	Lionel POIPY	Dominique BRUCHON
St BARTHELEMY	Luc BERNIER	Daniel BRON
St JULIEN de L'HERMS	Gilles SIVIGNON	Luciano LARI

Commission environnement

Communes	Délégués	Suppléant
BEAUREPAIRE	Monique GUILLAUD-LAUZANNE	
	Chantal ROMANO	
	Denise BADOL	
	Jean-Claude SCHMIT	

BELLEGARDE-POUSSIEU	André RACAMIER	Erick DECOMBIS
CHALON	Agnès VERCOUSTRE	Jean Pierre ALBRAN
COUR ET BUIS	Paul MERCIER	Patrick PEYRON
JARCIEU	Nadine LEGRAIN-BERT	Christelle LIEGEON
MOISSIEU sur DOLON	Christian FANJAT	Bernard BUISSON
MONSTEROUX-MILIEU	MONTAGNIER JP	MANCIOPPI A.M
MONTSEVEROUX	Etienne MAUGICE	Bernard CLECHET
PACT	Gilbert DILAS	Pierre MARTIN
PISIEU	Murielle GRIFFET	Thierry RUSSIER
POMMIER de BEAUREPAIRE	Claude FAIVRE	Christian PERON
PRIMARETTE	Karine BRAGANTI	Noël HUREL
REVEL-TOURDAN	Lionel POIPY	Marie Claude PINGET
St BARTHELEMY	Brigitte GUEDENET	Marie-Andrée METAY
St JULIEN de L'HERMS	Luciano LARI	Anthony TOCQUET

Commission culture-patrimoine

Communes	Délégués	Suppléant
BEAUREPAIRE	Michèle TARNAUD	
	Valérie DERIAN	
	Emilie RATTON	
	Annie MONNERY	
BELLEGARDE-POUSSIEU	Erick DECOMBIS	Clémence GIRAUD-JACQUIGNON
CHALON		
COUR ET BUIS	Séverine BRIONE	Corinne RANCON
JARCIEU	Nadège CHANAUX	Nicolas CORNU
MOISSIEU sur DOLON	Christine DAVEAU	Sabine BRUNEL
MONSTEROUX-MILIEU	MONTAGNIER JP	MERLIN Denis
MONTSEVEROUX	Edith BELLET	Dominique LECERF
PACT	Mireille BERTINO	Anne-Marie ESPEZEL
PISIEU	Vincent CLAIR	Sylvie PUGLIESE
POMMIER de BEAUREPAIRE	Gérard CARAZ	Stéphanie SANCHEZ
PRIMARETTE	Michèle AVALLET	Chritiane LANTHEAUME
REVEL-TOURDAN	Yvan ARGOUD	Corinne LAMBERT
St BARTHELEMY		
St JULIEN de L'HERMS	David MOIROUD	Axel MONTEYREMAR

Commission petite enfance – enfance - jeunesse

Communes	Délégués	Suppléant
BEAUREPAIRE	Chantal ROMANO	
	Béatrice MOULIN-MARTIN	
	Marlène CAPONI	
	Pascale BRAMI	
BELLEGARDE-POUSSIEU	Christelle GRANGEOT	Florent NICOUD

CHALON	Agnès VERCOUSTRE	
COUR ET BUIS	Nathalie FERNANDEZ	Séverine BRIONE
JARCIEU	Huguette MARGARIT	Sandie GARCIA
MOISSIEU sur DOLON	Sabine BRUNEL	Sylvie ROSTAING
MONTEROUX-MILIEU	DI PASTENA Lydia	PELLET Jacky
MONTSEVEROUX	Bernard GLABACH	Yannick MAREAU
PACT	Valérie BUCZKO	Myriam NICAISE
PISIEU	Chantal COTS	Ludivine FONBONNE
POMMIER de BEAUREPAIRE	Laëtitia AVONT	Cindy COLLION
PRIMARETTE	Françoise PEDEUX	Elisabeth GUERRERO
REVEL-TOURDAN	Françoise FINAND	Geneviève OKOUMOUCHIAN
St BARTHELEMY	Clémentine BECKER	Eve PONS
St JULIEN de L'HERMS	Gaëlle MASSAT	Cécile BAHOUH

Commission enseignement musical

Communes	Délégués	Suppléant
BEAUREPAIRE	Michèle TARNAUD	
	Jean-Luc PETIT	
	Valérie DERIAN	
	Pascale BRAMI	
BELLEGARDE-POUSSIEU	Clémence GIRAUD-JACQUIGNON	Christelle GRANGEOT
CHALON		
COUR ET BUIS	Siegrid MASNADA	Jean-Claude DOLENZ
JARCIEU	Nadège CHANAUX	Bernard GAUDIN
MOISSIEU sur DOLON	David TIBBLE	MANIN Gilbert
MONTEROUX-MILIEU	Julien LONG	Julien POIRIER
MONTSEVEROUX	Stephane CARRAS	Bernard GLABACH
PACT	Bernard OGIER	Gilbert AUBERT
PISIEU	Chantal COTS	Blandine VERDIER
POMMIER de BEAUREPAIRE	Cindy COLLION	Laëtitia AVONT
PRIMARETTE	Karine BRAGANTI	Elisabeth GUERRERO
REVEL-TOURDAN	Maryse BOUVERET	Geneviève OKOUMOUCHIAN
St BARTHELEMY	Anne MOLLY-MITTON	Brigitte GUEDENET
St JULIEN de L'HERMS	Saskia MUGNIER MOIROUD	Gaëlle MASSAT

Commission tourisme

Communes	Délégués	Suppléant
BEAUREPAIRE	Yannick PAQUE	
	Emilie RATTON	
	Isabelle QUILLON	
	Annie MONNERY	
BELLEGARDE-POUSSIEU	Christine ORERO	Erick DECOMBIS
CHALON		
COUR ET BUIS	Arlette TOGNARELLI	Muriel RENARD

JARCIEU	Franck DAVION	Christelle LIEGEON
MOISSIEU sur DOLON	Louise PRAT	
MONSTEROUX-MILIEU	DEMARRE Ivan	CLECHET Jacques
MONTSEVEROUX	Dominique LECERF	Edith BELLET
PACT	Liliane DUFAU	Anne Marie ESPEZEL
PISIEU	Jean Luc DURIEUX	Blandine VERDIER
POMMIER de BEAUREPAIRE	Stéphanie SANCHEZ	Isabelle PACALET
PRIMARETTE	Noël HUREL	Patrick NORMAND
REVEL-TOURDAN	Sylvie DEZARNAUD	Lionel POIPY
St BARTHELEMY	Jean Claude FRANDON	
St JULIEN de L'HERMS	David MOIROUD	Jean Claude GOMIERO

Commission communication

Communes	Délégués	Suppléant
BEAUREPAIRE	Béatrice MOULIN MARTIN	
	Isabelle QUILLON	
	Cyril BRUZZESE	
	Pascale BRAMI	
BELLEGARDE-POUSSIEU	Joëlle DEVIDAL	Christine ORERO
CHALON	Elisabeth TYRODE	
COUR ET BUIS	Arlette TOGNARELLI	Corinne RANCON
JARCIEU	Nicolas CORNU	Michel DEGAUD
MOISSIEU sur DOLON	Mickaël ESTATOFF	Christine DAVEAU
MONSTEROUX-MILIEU	Kévin BIMBLICH	Ivan DEMARRE
MONTSEVEROUX	Stéphane CARRAS	Dominique LECERF
PACT	Claude NICAISE	Valérie BUCZKO
PISIEU	Chantal COTS	Emilie ROSTAING
POMMIER de BEAUREPAIRE	Sandrine LEDEZ	Lilian GALAMAND
PRIMARETTE	Karine BRAGANTI	Martial SANTONAX
REVEL-TOURDAN	Yvan ARGOUD	Nathalie ANTUNES
St BARTHELEMY	Luc BERNIER	Marie André METAY
St JULIEN de L'HERMS		

Commission bâtiments – défense incendie

Communes	Délégués	Suppléant
BEAUREPAIRE	Jean Claude LEBEAU	
	Frais CANDAT	
	Cyril BRUZZESE	
	Eric LE PAGE	
BELLEGARDE-POUSSIEU	Florent NICOUD	Constant MEYER
CHALON	Jean Pierre ALBRAN	
COUR ET BUIS	Philippe MOULIN	Jean Claude DOLENZ
JARCIEU	Jean Luc MERMET	Stéphane GIRAUD
MOISSIEU sur DOLON	Luc GERLAND	Gilbert MANIN

	Yannick GENEVE	
MONSTEROUX-MILIEU	J.P MONTAGNIER	Rémy DEBARD
MONTSEVEROUX	Etienne MAUGICE	Max MICHAUD
PACT	Alain MARRON	Alain PERDOUX
PISIEU	Yvan REYNAS	Jérôme ROBIN
POMMIER de BEAUREPAIRE	Bernard COUDERT	Raphaël GABILLON
PRIMARETTE	Adèle CARRION	Noël HUREL
REVEL-TOURDAN	Jean Claude ALLIGIER	Dominique BRUCHON
St BARTHELEMY	Bruno POINT	Laurent GIRIER
St JULIEN de L'HERMS	Lucien LARI	Jean Claude GOMIERO

Commission nouvelles technologies

Communes	Délégués	Suppléant
BEAUREPAIRE	Béatrice MOULIN MARTIN	
	Isabelle QUILLON	
	Cyril BRUZZESE	
	Pascale BRAMI	
BELLEGARDE-POUSSIEU	Régis HAOUIZEE	Florent ALPHANT
CHALON	Elisabeth TYRODE	
COUR ET BUIS	Jean Christophe GUILLET	Jacques ROUSSEAU
JARCIEU	Michel DEGAUD	Nadine LEGRAIN BERT
MOISSIEU sur DOLON	Benjamin MAITROT	Guillaume PIOLAT
MONSTEROUX-MILIEU	Kévin BIMBLICH	Ivan DEMARRE
MONTSEVEROUX	Stéphane CARRAS	Benjamin CHAMPION
PACT	Alain PERDOUX	Alain MARRON
PISIEU	Chantal COTS	Emilie ROSTAING
POMMIER de BEAUREPAIRE	Bernard COUDERT	Sandrine LEDEZ
PRIMARETTE	Karine BRAGANTI	Martial SANTONAX
REVEL-TOURDAN	Maryse BOUVERET	Loïc COZ
St BARTHELEMY	Luc BERNIER	Marie André METAY
St JULIEN de L'HERMS	Anthony TOQUET	Axel MONTEYREMAR

DÉCISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITÉ

13. Za des Blâches - sollicitation financière dans le cadre du CDDRA

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,
Vu la 23 avril 2012 relative à l'approbation du principe de l'opération d'extension,
Vu la délibération du 23 juillet 2012 validant les acquisitions foncières des terrains pour permettre cette extension,

Le contrat de développement durable Rhône Alpes Pays de Bièvre Valloire, permet dans le cadre de son axe 1 « permettre un développement économique durable » action 02 « créer un environnement favorable au développement économique local » de solliciter une aide financière portants sur des dépenses limitées aux améliorations de la qualité environnementale des aménagements paysagers,

aménagements modes doux, organisation des déplacements, gestion de l'énergie, des déchets des eaux pluviales.

Coût sur le projet (aménagements paysagers / trottoirs)

Nature des dépenses	Montant HT	Dépenses éligibles
Prix généraux	3 014 €	1 250 €
Travaux préparatoires	2 160 €	994 €
Terrassements	21 446 €	2 074 €
Réseaux humides	56 191 €	8 660 €
Réseaux secs	34 166 €	0 €
Trottoirs	37 681 €	11 913 €
Aménagements paysagers	10 788 €	10 788 €
Signalisation	259 €	0 €
TOTAL	165 705 €	35 679 €

Plan de financement correspondant

Financier	Dépenses subventionnables	Montant subvention	%
DETR	165 705 €	41 426 €	25 %
CDDRA	35 679 €	14 271 €	9 %
Autofinancement		110 008 €	

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Valider le plan de financement tel que présenté pour la partie aménagements paysagers et trottoir du projet,

Solliciter tous financeurs susceptibles d'apporter leur participation à ce projet,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DÉCISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITÉ

VIII- INFORMATION SUR LES DÉCISIONS PRISES PAR LE PRÉSIDENT DANS LE CADRE DES DÉLÉGATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Dans le cadre de la délégation accordée au Président de la Communauté de Communes, les décisions prises en vertu de cette délégation, et notamment celles

- concernant les MAPA dont le montant est inférieur à 90 000 € HT doivent faire l'objet d'une information.
- Concernant la conclusion de baux simples tels que bail commercial ou simple location

Présentation des décisions passées en septembre 2015.

Présentation des MAPA inférieures à 90 000 € HT		
Date	Objet	Montant HT
07/09/15	DECI n°040-2015	5 760,47 € ERDF

	Prise en charge du coût des travaux de déplacement coffret réseau – extension gendarmerie	
07/09/15	DECI n°041-2015 Achat moteur pompe Packmat déchetterie	3 371,40 € Packmat système
14/09/15	DECI n°042-2015 Plateforme pour la défense incendie à St Julien de l'Herms	8 156,00 € GMTP
15/09/15	DECI n°043-2015 Culture – programme pré résidence Compagnie Carcaras	6 250,00 €
21/09/15	DECI n°045-2015 Travaux de remplacement d'un poteau incendie à Pisieu	2 489,63 € Syndicat intercommunal eaux Dolon Varèze
25/09/15	DECI n°044-2015 Fourniture et mise en place de deux citernes enterrées à Beaurepaire	49 976,50 € GMTP
30/09/15	DECI n°047-2015 Licence informatique – maintenance annuelle	2 480,00 € REZO

IX- QUESTIONS DIVERSES

- **Ligne Fret St Rambert – Beaurepaire :**

Mr MIGNOT informe qu'un travail est engagé dans le cadre du GPRA afin de trouver un opérateur pour prendre la relève de la SNCF et trouver également des partenaires de proximité. L'opération consiste à contractualiser avec la Région, l'Etat, les collectivités et les industriels.

La séance se termine par le verre de l'amitié